SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 MAI 1845.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant prorogation de la loi concernant les concessions de péages.

(Voir les nos 221, 344 et 396 de la Chambre des Représentants et le n^o 192 du Sénat.)

MESSIEURS,

La loi transitoire du 19 juillet 1832 a autorisé le Gouvernement à concéder, sous certaines réserves, des péages pour les travaux à exécuter par des personnes, sociétés, provinces ou communes.

Cette loi ne devait avoir qu'une seule année de durée, elle a depuis été constamment prorogée d'abord d'année en année et ensuite successivement pour deux ans.

Elle a cessé d'être obligatoire le 1^{er} janvier 1845; le Gouvernement en avait demandé une nouvelle prorogation jusqu'au 1^{er} janvier 1847, la Chambre a cru devoir en prolonger le terme jusqu'au 1^{er} avril 1847.

La Chambre a ajouté une disposition au projet du Gouvernement d'après laquelle, aucun canal de plus de dix kilomètres, aucune ligne de chemin de fer, destinée au transport des voyageurs et des marchandises et de même étendue, ne pourront être concédés qu'en vertu d'une loi.

Votre Commission n'élève aucune objection contre ce projet dont elle a l'honneur de vous proposer l'adoption à l'unanimité, mais elle pense toutefois qu'il y aurait utilité et convenance à ce qu'une loi définitive intervint pour régler l'action du Gouvernement sur cette matière.

Le Baron DE MACAR.
Le Chevalier Ph. DE WOUTERS DE BOUCHOUT.
DE HAUSSY.
Le Comte J.-B. D'HANE.
Le Vicomte DESMANET DE BIESME, Rapporteur.